

PER
P-79
EX. 2

WOMAN ouvrière

Novembre 1986

197 / 2,50\$

AVORTEMENT CHRÉTIENNES POUR LE LIBRE CHOIX

ÉLECTIONS
À MONTRÉAL

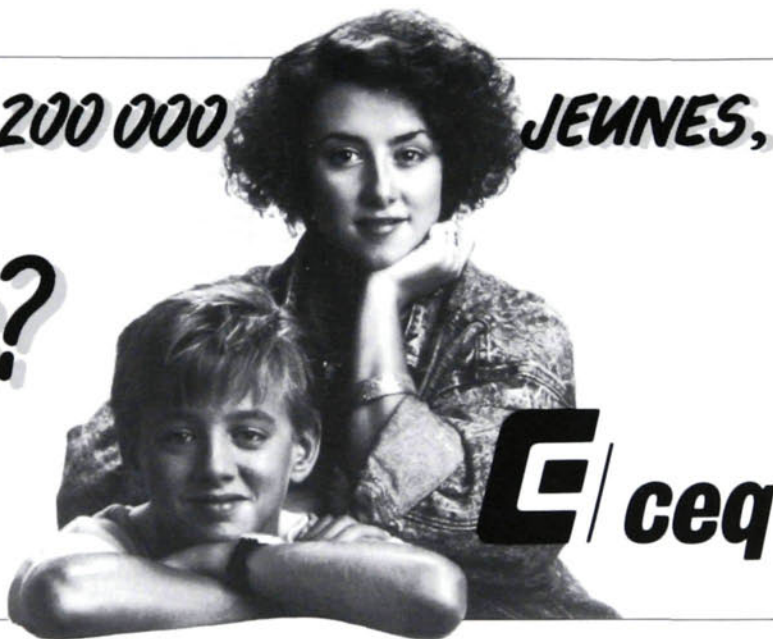
LE REGAIN DE
L'EMPIRE
AMÉRICAIN

C'EST
À LA
FEMME
DE
DÉCIDER



L'ÉDUCATION DE 1 200 000 JEUNES,

ÇA COMPTÉ
POUR VOUS?



**PARTOUT
AU
QUÉBEC**

CHICOUTIMI

(Saguenay Lac St-Jean)
73, rue Arthur Hamel sud
Chicoutimi G7H 3M9
(418) 549-9320

CHANDLER

(Gaspésie-Île de la Madl.)
165, rue Commerciale ouest
Chandler G0C 1K0
(418) 689-2294

DRUMMONDVILLE

451, rue Notre-Dame
Drummondville J2B 2K9
(819) 478-8158

GRANBY

371, rue St-Jacques
Granby J2G 3N5
(514) 372-6830

HAUTERIVE

(Côte Nord)
999, rue Comtois
Haute-riVe G5C 2A5
(418) 589-2069 589-2608

HULL

(Outaouais)
258, boul St-Joseph
Hull J8Y 3X8
(819) 771-7447
771-7450

JOLIETTE

(Lanaudière)
190, rue Montcalm
Joliette J6E 5G4
(514) 769-0762

MONTREAL

1601, rue Delorimier
Montréal, H2K 4M5
(514) 598-2021

QUÉBEC

155, boul Charest est
Québec G1K 3G6
(418) 647-5700

RIMOUSKI

(Bas St-Laurent)
124, rue Ste-Marie
Rimouski G5L 4E3
(418) 723-7811

SEPT-ÎLES

619, rue Brochu
Sept-Îles G4R 2X7
(418) 962-5571

SHAWINIGAN

442, rue Willow
Shawinigan G9N 6T8
(819) 536-4433

SHERBROOKE

180, rue Acadie
Sherbrooke J1H 2T3
(819) 563-6515

SOREL

900, rje de l'Église
Tracy J3R 3R9
(514) 743-5502

ST-HYACINTHE

(Richelieu-Yamaska)
2425, rue Dessaulles
St-Hyacinthe J2S 2V2
(514) 438-4196

ST-JÉRÔME

(Laurentides)
289, rue de Villemure 2e étage
St-Jérôme J7Z 5J5
(514) 438-4196

ST-JEAN

(Haut-Richelieu)
180, rue Notre-Dame
St-Jean sur Richelieu
J3B 6N2
(514) 348-4965

TROIS-RIVIÈRES

550, rue St-Georges
Trois-Rivières G9A 2K8
(819) 378-5419

THETFORD-MINES

908, rje Labbé
Thetford G6G 2A8
(418) 338-3159

VAL D'OR

(Nord-Ouest québécois)
400, rue des Distributeurs
C P 1390
Val d'Or J9P 4P8
(819) 825-6137

VALLEYFIELD

(Sud-Ouest québécois)
412, boul du Havre
Valleyfield J6S 1T2
(514) 371-555

VICTORIAVILLE

100, boul Jutras est
Victoriaville G6P 4L5
(819) 758-6241

LANORAIE

38, rue Notre-Dame
Lanoraie J0K 1E0
(514) 887-2336

4/ Editorial — *Raymond Levac*.
Avortement: un choix moral à respecter.

6/ Remettre ce monde à l'endroit — *Raymond Levac*. Entrevue avec Margot Power. Elle a passé sa vie à enseigner aux filles de la bourgeoisie. Partageant maintenant la vie des assisté-e-s sociaux, elle découvre que la société a la tête en bas.



10/ Jeunes et syndicalisme: la relève se lève — *Isabelle Drolet*.
La relève prend sa place à l'intérieur d'un nouveau syndicalisme.

25/ Vie quotidienne: Le métro — *Aline St-Pierre*.
Bande dessinée: **Le monde vu d'en bas** — *Vivian Labrie*.

26/ Le regain de l'empire américain — *Frédéric Lesemann*.
Bien des propositions dont on parle au Québec sont déjà à l'oeuvre aux États-Unis.

28/ Connaissez-vous Vasthi? — *Martine D'Amours*. Depuis 10 ans un collectif de féministes chrétiennes tente de désaxer la tradition chrétienne.

30/ Élections à Montréal: un quitte ou double — *France Lesard*.
Pourquoi tant de militant-e-s de groupes populaires vont appuyer le R.C.M. aux prochaines élections?

32/ Amiante: la survie de l'industrie passe par la prévention — *Robert Bouchard*. L'avenir des travailleurs de l'amiante s'est joué à Genève, l'été dernier.

34/ En effeuillant la marguerite. — *Monique Tremblay*.
Des femmes parlent de leur malaise et de leur désir de changement concernant leurs relations avec les hommes.

37/ Videos, livres et revue — *François Gloutnay*.
Tout un menu pour l'automne.

15/ DOSSIER / L'AVORTEMENT: AU DELÀ DU BIEN ET DU MAL

— *Martine D'Amours et Raymond Levac*. La bataille de l'avortement est bel et bien réenclenchée au Québec. D'un côté, les groupes pro-vie. De l'autre, les forces pro-choix. Un peu en marge, une Église où cohabitent en silence, des points de vue diversifiés. Et surtout des femmes, chrétiennes de surcroît, qui ont choisi d'interrompre une grossesse ou d'accompagner d'autres femmes à l'avortement.



AVORTEMENT: UN CHOIX MORAL À RESPECTER

RAYMOND LEVAC

Nous avons longtemps hésité avant d'aborder ce sujet de l'avortement. Le lourd silence des chrétiennes et des chrétiens qui s'écartent un tant soit peu de l'orthodoxie sur cette question manifeste clairement un climat de peur qu'il est urgent de briser.

Non à la manipulation conservatrice

Quelle que soit l'opinion que l'on ait à propos de l'avortement, nous croyons que toute chrétienne et tout chrétien qui prend la personne humaine au sérieux ne saurait accepter que, sous prétexte de lutter pour la vie, on se serve du christianisme pour combattre les forces de changement social, dont le mouvement de libération des femmes est sûrement l'un des éléments majeurs.

Il ne fait pas de doute que nous assistons actuellement aux États-Unis et au Canada à une offensive idéologique pour «remettre les femmes à leur place», les considérer d'abord et avant tout comme des mères de famille au service de leurs enfants et de leurs maris. On peut se référer ici au phénomène des «Real Women» qui militent dans ce sens.

La conférence du Dr René Jutras à la session de formation organisée par la Coalition pour la vie à Québec le 13 septembre dernier va dans le même sens, consacrant, entre autre, l'inégalité entre hommes et femmes... par la loi naturelle.

L'appui du président Ronald Reagan au mouvement Pro-vie américain ne manque pas aussi d'être suspect. Par ses politiques anti-femmes, anti-pauvres, anti-familiales et anti-libération des peuples du Tiers-monde, il compte sûrement parmi les présidents les plus anti-respect de la vie de l'histoire des États-Unis.

On pourrait aussi parler des arguments racistes souvent employés dans la lutte

contre l'avortement et visant à protéger la nation contre l'envahissement des immigrants.

Nous nous permettons donc d'inviter les militants et militantes pro-vie de bonne foi à s'interroger sur la manipulation dont ils sont l'objet de la part des forces les plus conservatrices et les plus anti-vie de nos sociétés.

Un geste sérieux qu'il faut éviter de banaliser

L'avortement constitue un geste très sérieux. Les femmes qui le vivent sont d'ailleurs les premières à le savoir. Les femmes et les hommes directement impliqués dans des cliniques d'avortement ne trouvent pas cela facile non plus. Ce geste implique des souffrances, des déceptions, des doutes.

L'interruption volontaire d'une grossesse consiste à mettre fin au développement d'un être vivant appelé à se personnaliser progressivement en relation étroite d'abord et avant tout avec la femme qui le porte. Il ne peut sûrement pas s'agir d'un geste banal ou encore d'une méthode contraceptive.

Du point de vue chrétien, l'avortement constitue aussi un geste sérieux parce que la tradition chrétienne voit la vie humaine comme un don de Dieu qu'on est invité à accueillir et à faire croître.

Parce qu'il s'agit d'un geste sérieux, nous devons donc, comme nous le verrons plus loin, mettre socialement en place les conditions requises pour diminuer

au minimum le nombre des avortements et viser idéalement leur disparition.

Un choix moral à respecter

De tous temps, cependant, des femmes ont considéré que donner suite à leur grossesse constituerait un mal plus grand que d'y mettre fin. Historiquement, ces avortements se sont faits dans des conditions sanitaires dangereuses et des contextes psychologiques dommageables pour les femmes. C'est encore le cas aujourd'hui dans les pays ou les régions où les services d'avortement sont soit illégaux, soit inaccessibles. Il est clair qu'une bonne proportion des femmes désirant mettre fin à leur grossesse le font de toute manière quelles que soient les conditions dans lesquelles cette opération se produit. Les plus fortunées s'en tirent évidemment mieux que les autres.

Ces personnes font, par rapport à leur situation, un choix moral. Au nom même de notre foi chrétienne, nous croyons que **ce choix doit être respecté** et que les femmes doivent être encouragées et soutenues dans leur choix.

Mais alors, si elles choisissent l'avortement, ne s'agit-il pas du meurtre d'une personne humaine? Comme nous le voyons dans le dossier, l'état réel de la discussion philosophique et théologique et le manque de consensus social ne permettent manifestement pas de l'affirmer. Plus encore, tout porte à croire que pour se personnaliser et acquérir les éléments nécessaires à son développement comme personne humaine, l'embryon humain nécessite une relation fondamentale d'acceptation et d'amour de ses géniteurs et d'abord de la mère qui le porte. L'enfant «inconsciemment désiré mort» risque d'être psychotique ou «psychologiquement avorté».

Comment peut-on dès lors se croire en droit d'obliger une femme à mener une grossesse qu'au fond de son être elle ne désire pas? Ne brime-t-on pas sa liberté fondamentale au nom de nos certitudes? Ne lui impose-t-on pas des conséquences néfastes qu'elle sera souvent seule à assumer par la suite?

L'Église peut inviter les femmes et les couples qui vivent une grossesse non désirée à accueillir cette vie et à s'engager à favoriser son développement comme personne humaine. Mais, comme le rappelait avec pertinence l'épiscopat des

pays nordiques que nous citons en ces pages: «C'est à la femme qu'il revient de faire un choix personnel après avoir pris en considération toutes les circonstances dans lesquelles elle se trouve placée».

Un véritable choix

Le droit des femmes de choisir ou non la maternité est de plus en plus reconnu, mais les conditions de réalisation de ce choix sont loin d'exister. Peut-on, en effet, parler de véritable choix quand la maternité pour une femme signifie trop souvent perte d'autonomie financière, appauvrissement à long terme, perte d'un travail rémunéré, dépendance, abandon aux hommes du contrôle de l'ensemble des institutions de notre société?

De plus, si on veut diminuer au minimum le nombre des avortements, nous sommes convaincus qu'il faut mettre en place les conditions sociales requises pour assurer un véritable choix de la maternité. Ces mesures vont cependant à l'encontre de toutes les politiques néo-conservatrices des gouvernements.

Assurer ce choix, c'est créer de véritables emplois bien rémunérés, appliquer des programmes d'accès à l'égalité, reconnaître le travail des femmes dans les familles, réformer la fiscalité en fonction des femmes, transformer l'organisation et les horaires de travail pour permettre aux hommes et aux femmes de s'occuper également des enfants et des tâches ménagères, instaurer dans tous les milieux de travail des congés parentaux, financer un réseau de garderies publiques, consolider les services sociaux et de santé de qualité, mettre en place une politique de logements en fonction des besoins de la majorité, et le reste...

C'est investir dans la promotion des relations égalitaires hommes-femmes, pour que se développent, surtout chez les jeunes, des pratiques et des mentalités différentes. C'est investir aussi dans des programmes sérieux de planification des naissances, des programmes de recherche en vue de développer pour les hommes comme pour les femmes des méthodes contraceptives sécuritaires et non nocives pour la santé. C'est assurer dans les écoles et les cliniques de santé des programmes d'éducation sexuelle qui informent et fassent appel à la responsabilité autant des gars que des filles.

Assurer ce choix, c'est fournir aux couples et aux femmes aux prises avec une grossesse non désirée un service de consultation et de soutien facilement accessible pour les aider à prendre une décision éclairée dans le plus grand respect des convictions et du désir profond que ces femmes portent en elles.

C'est faciliter pour les couples et les femmes qui le désirent les possibilités de faire adopter leur enfant d'une façon humaine sans considérer cela cependant comme une panacée.

C'est, enfin, fournir les services d'avortement accessibles à toutes les femmes qui jugent devoir interrompre volontairement leur grossesse. Ces avortements doivent pouvoir être pratiqués dans les meilleures conditions au niveau de leur santé physique et psychologique.

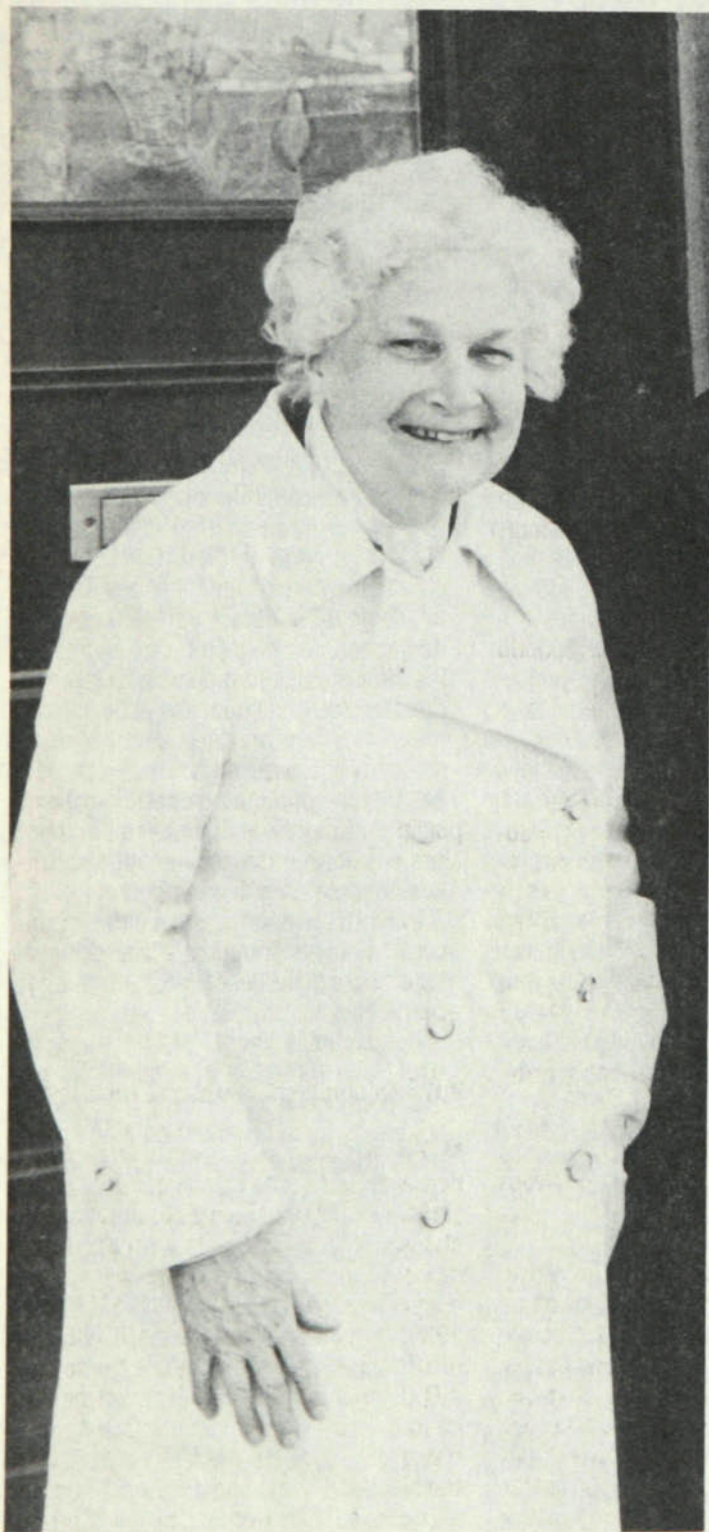
Respecter la liberté

La vie humaine, disions-nous précédemment, était vue dans la tradition chrétienne comme un don de Dieu. Cette tradition chrétienne ne lie cependant pas Dieu au fatalisme de la nature indépendamment de l'action des humains. Les femmes et les hommes sont appelés à être cocréateurs de la vie humaine et de son histoire. Mais comment cela peut-il et doit-il se vivre dans la réalité de chaque personne? Ultimement, c'est à chacun et chacune d'y répondre quotidiennement selon ses possibilités, ses doutes, ses convictions et ses désirs profonds.

L'avortement est un sujet difficile puisqu'il rejoint en nous des questions de fond concernant la sexualité, l'amour, la mort et le sens même de la vie.

Respecter la liberté de choix concernant l'avortement n'implique donc pas qu'on soit nécessairement prêt à vivre soi-même un avortement ou à en accepter le principe. C'est refuser d'imposer à d'autres ses certitudes et ses codes moraux. C'est accueillir et soutenir les personnes humaines dans leur complexité et leur liberté. Δ

ENTREVUE



AVEC MARGOT POWER

**REMETTRE
CE MONDE
À
L'ENDROIT**

Elle a passé sa vie à enseigner aux filles de riches, cousines de Somoza ou filles d'une famille bourgeoise cubaine. À 65 ans, elle décide de partager la vie des assisté-e-s sociaux de la petite Bourgogne. Elle y découvre que la société fonctionne la tête en bas. «Il faut, dit-elle, remettre ce monde à l'endroit car l'amour vrai doit être efficace.»

V.O.: Tu milites dans un groupe d'assisté-e-s sociaux depuis plus de 10 ans. Quel regard portes-tu sur la société?

M. Power: C'est effrayant de voir comment notre société fonctionne la tête en bas. Plutôt que de chercher à ce que tout le monde soit égal, on se préoccupe du profit d'une minorité déjà riche. On devrait se préoccuper en premier lieu des pauvres. Au contraire, on cherche à couper les chèques des gens sur le Bien-Être Social, à les faire passer pour des fraudeurs. On nourrit les préjugés contre eux.

Les gens en moyens sont sûrs d'avoir droit aux vacances, aux voyages, à la télévision en couleur et le reste. Mais si une assistée sociale veut la même chose, on crie au scandale. C'est ça le mal profond: accepter qu'il y ait deux sortes de monde. Ceux d'en haut et ceux d'en bas.

Et cela a des conséquences concrètes chez les gens. Ainsi, j'ai 78 ans. J'ai été très malade il y a quelques années. Je me sens cependant plus jeune que bien des femmes plus jeunes que moi de la petite Bourgogne. Elles sont moins capables que moi de faire une série de choses comme sortir le soir, participer à des activités stimulantes. J'ai tout eu alors qu'elles ont travaillé si fort, dans l'inquiétude et l'insécurité. La plupart sont passées par des dépressions. Les gens sont marqués par leur histoire.

Les assisté-e-s sociaux seuls ne feront jamais la révolution. Il faut qu'ils soient avec les travailleurs. Quand on a peur de ne pas pouvoir manger suffisamment la dernière semaine du mois, ça prend trop de place pour être libre de voir plus loin, plus globalement.

V.O.: Tu as bien connu les milieux riches.

M. Power: J'ai enseigné à beaucoup de filles de la bourgeoisie. J'ai d'ailleurs conservé des liens avec plusieurs d'entre elles. Je leur enseignais, entre autres, la doctrine sociale de l'Église. Je me rends compte aujourd'hui que je leur parlais de cela comme si ce n'était pas elles qui avaient tout à perdre dans l'avènement d'une société plus juste.

J'ai enseigné à plusieurs filles d'une famille bourgeoise cubaine qui a quitté le pays lors de la révolution de 1959. Un jour, je suis allée à Cuba. À mon retour, l'une des filles m'a demandé comment j'avais trouvé cela, croyant que j'allais lui dire combien c'était effrayant.

À sa grande déception, je lui ai répondu qu'au contraire c'était merveilleux. Tout le monde a l'éducation, les services de santé. Tout le monde mange à sa faim. Bien sûr, ça manque de peinture, mais la société a privilégié d'autres priorités.

Si j'étais restée plus longtemps, j'aurais pu voir des problèmes au plan de la liberté. Mais cette fameuse liberté, est-ce que tout le monde l'a tant que cela ici? La fille qui ne peut aller au cégep parce qu'elle manque d'argent pour payer tout ce qui n'est pas gratuit est-elle libre? Il y a la liberté théorique possédée par une minorité. Dans la pratique de la majorité, c'est autre chose.

V.O.: Tu as eu d'autres fréquentations de ce genre?

M. Power: En 1979, j'étais en convalescence. Je disais à mes amis combien j'attendais la victoire du peuple du Nicaragua. C'était un pays que je connaissais. J'avais enseigné à deux filles de Bayle, cousines germaines de Somoza fils et nièces de Somoza, père. J'étais très amie avec ces filles. À elles comme à la centaine d'autres filles riches d'Amérique latine auxquelles j'ai enseigné, je disais que ça

ne pouvait pas durer. On ne peut pas avoir de telles inégalités sociales sans qu'il se passe quelque chose. Martha de Bayle m'avouait qu'elle n'avait jamais ramassé un mouchoir de sa vie. «Si j'en laisse tomber un, je sonne la bonne pour qu'elle le ramasse».

V.O.: Que s'est-il passé pour que tu passes ainsi de la grande bourgeoisie aux assisté-e-s sociaux de la petite Bourgogne?

M. Power: Je fais partie de la congrégation des Religieuses du Sacré-Coeur. Nous étions une communauté contemplative vouée à l'enseignement. Nous vivions, surtout au XIX^e siècle, à ce que des chrétiens deviennent des leaders dans la société. Nous nous adressions donc d'abord à la haute classe. Nos constitutions prévoyaient aussi qu'on devait avoir des écoles gratuites pour les pauvres. On en avait deux à Montréal. Avec l'apparition des écoles publiques, nos écoles pour les pauvres ont disparu. On est restées avec nos écoles privées pour les riches et avons perdu nos liens avec les pauvres.

En 1967, nous avons eu un chapitre général de la communauté. On y a décidé de prendre option de solidarité avec les pauvres et les peuples du Tiers-monde. J'étais partie prenante de cette décision puisque déléguée au chapitre. J'étais alors supérieure du pensionnat de la rue Atwater et membre du conseil provincial.

Trois ans plus tard, j'étais en fin de mandat. J'avais 65 ans. J'allais recevoir ma pension de vieillesse. Je voulais faire quelque chose.

V.O.: Tu aurais pu prendre ta retraite?

M. Power: Oui. En fait, personne ne veut des gens de plus de 65 ans dans les pensionnats, sauf pour faire du tutorat ou des choses comme ça. J'étais préoccupée des questions sociales. J'ai enseigné les encycliques sociales depuis 1934 ou 1935. Mon frère, qui est évêque d'Antigonish depuis 26 ans, a aidé à fonder la J.O.C. anglophone. Il me parlait beaucoup de toutes ses expériences avec les travailleurs et, en particulier, les jeunes travailleurs. Ça me rendait sympathique à leur cause. Mais j'étais cloîtrée. Ça me donnait des exemples pour mon ensei-

gnement, mais ça ne m'affectait pas vraiment.

Je me préoccupais beaucoup de la pauvreté. Comme religieuses du Sacré-Coeur, nous vivons personnellement très pauvrement. Ainsi, comme directrice, j'avais dix dollars à dépenser... surtout pour acheter aux gens des images saintes, ce qui se faisait beaucoup alors. Mais pour avoir un autre dix dollars, il fallait demander la permission à la supérieure, ce qui nous plaçait dans une grande dépendance. Personnellement, j'étais très absolue face à la pauvreté.

À soixante-cinq ans, j'allais donc avoir ma pension de vieillesse avec le supplément. Alors, je me suis dit: «c'est effrayant. Je prêche, je parle et je ne fais rien». La congrégation demandait d'être avec les pauvres, de renouveler la vie communautaire, de s'insérer dans les milieux populaires dans des communautés restreintes. Et personne ne le faisait. Mais comment attendre que les autres le fas-

J'ai prêché souvent l'amour dans ma vie. Si c'était à refaire, j'insisterais davantage sur la nécessité d'un amour efficace. On n'aime pas vraiment si notre amour n'est pas efficace.

sent si je ne le faisais pas moi-même? Avec ma pension, je pouvais même travailler bénévolement. Je suis donc venue m'installer ici dans la petite Bourgogne avec une compagne et je me suis impliquée avec les assisté-e-s sociaux.

V.O.: C'était l'Association pour la Défense des Droits Sociaux?

M. Power: Oui. J'y ai connu des gens pauvres qui, dans la solidarité et la lutte, ont acquis une grande fierté et un sens de la dignité. Les jeunes marxistes-léninistes m'ont aussi aidée énormément. L'un d'eux, à qui je demandais s'il croyait que son militantisme changerait quelque chose, m'a répondu: «Je ne sais pas pour moi. Ça vaut la peine cependant de travailler maintenant pour que mes petits-enfants vivent un changement». Ça, c'est très beau.

Puis je me suis retrouvée dans une rencontre des Politisés-chrétiens. J'ai entendu là à peu près la même analyse, avec des références chrétiennes en plus, que celle faite par ces jeunes marxistes-léninistes. J'ai acquis la certitude que Dieu est avec les opprimé-e-s.

J'ai appris la nécessité de se donner des moyens, par de la formation et des personnes-ressources, pour acquérir une analyse qui permette d'aller plus loin que

les besoins immédiats. La collaboration entre assisté-e-s sociaux et personnes-ressources n'a pas toujours été facile. À un moment donné, on a écarté les personnes-ressources pour permettre aux assisté-e-s sociaux de s'exprimer, de perdre cette peur de parler devant tous ces intellectuels avec leur vocabulaire compliqué. C'était nécessaire. Dans certains cas, ça été poussé trop loin. Les assisté-e-s sociaux seuls ne feront jamais la révolution. Il faut qu'ils soient avec les travailleurs. Quand on a peur de ne pas pouvoir manger suffisamment la dernière semaine du mois, ça prend trop de place pour être libre de voir plus loin, plus globalement. C'est peut-être la même chose avec les travailleurs syndiqués qui sont pris par des préoccupations à court terme comme les augmentations de salaire.

V.O.: L'idée de la révolution n'est pas très populaire de ces temps-ci...

M. Power: C'est vrai. Mais les riches n'ont jamais donné leur argent et leur pouvoir sans qu'on leur prenne. C'est ce qu'on voit dans l'histoire. Il fallait la révolution française pour arrêter ces fous d'aristocrates français de danser à Versailles, eux qui pensaient que les pauvres continueraient de les supporter avec leurs taxes. En Chine, c'était la même



HAYMOND LEVAC

J'avais enseigné à deux filles de Bayle, cousines germaines de Somoza fils et nièces de Somoza père. À elles comme à la centaine d'autres filles riches d'Amérique latine auxquelles j'ai enseigné, je disais que ça ne pouvait pas durer. On ne peut pas avoir de telles inégalités sociales sans qu'il se passe quelque chose.

chose avec Mao. Il a fait cela le moins violemment possible.

V.O.: N'y a-t-il pas actuellement un climat de démobilisation?

M. Power: C'est sûr que le climat est nuageux. Je constate cependant qu'il y a beaucoup de groupes qui font naître la vie dans leurs milieux: les groupes d'assistés-e-s sociaux, les groupes d'entraide, les groupes coopératifs, les syndicats, le Mouvement socialiste. C'est sûr que le nombre de socialistes n'augmente pas. La question est de savoir si ça dépend de la crainte des gens ou de la manière de mobiliser qui ne serait pas la bonne.

Il y a de l'espérance. Dieu est la vie. Il est la plénitude de la vie. La question de base, c'est celle de la vie et de la mort. Là où est la vie, là est Dieu. Parler des organisations qui vont dans le sens de la vie et de la justice, c'est parler de Dieu.

J'ai prêché souvent l'amour dans ma vie. Si c'était à refaire, j'insisterais davantage sur la nécessité d'un amour efficace.



RAYMOND LEVAC

Pas juste un amour fait de chaleur. C'est nécessaire bien sûr de partir de la chaleur de l'amour. Mais il faut aussi penser amour efficace. On n'aime pas vraiment si notre amour n'est pas efficace.

Ainsi, une ancienne élève avait une bonne qui venait faire le ménage toutes les semaines. Cette femme était en difficulté. Elle demeurait dans Griffin town. Sa maison était abîmée, c'était effrayant. Elle voulait rejoindre ses enfants aux États-Unis mais n'avait pas d'argent. Elle voulait savoir si elle pouvait recevoir des prestations du Bien-Être Social tout en conservant cette petite job. Mon amie était très concernée. Elle voulait que je l'aide. Mais elle ne savait rien du tout de cette femme. Elle me l'a envoyée. Elle n'a

jamais pensé qu'elle aurait pu faire plus que la payer comme il faut et être gentille avec elle. Il faut un amour efficace.

V.O.: Et l'Église?

M. Power: L'Église est davantage du côté des pauvres maintenant. C'est un amoindrissement des forces de l'autre côté. Traditionnellement, l'Église a été du côté des riches. Maintenant ça change et c'est intéressant. Regarde l'appui des évêques canadiens aux travailleurs de chez Eaton à Toronto. C'était très courageux de nommer ainsi une compagnie. Le pape a indiqué dans son encyclique sur le travail comment les syndicats étaient des moyens importants pour les travailleurs. Et puis, il y a la prise de position des évêques américains sur l'économie. Tout ça c'est intéressant. Δ

ERRATUM:

Dans l'article du numéro de septembre portant sur l'itinéraire de Simonne Monet-Chartrand, il aurait fallu lire Thérèse Casgrain au lieu de Claire Casgrain p. 10).

Volume XXXV numéro 197

Vie Ouvrière. Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO).

Directeur: Raymond Levac • **Conseil de direction:** Gilles Comeau, Luc Dion, Gilles Dubois, Diane Gariépy, Hélène Parenteau • **Secrétaire à la rédaction:** Martine D'Amours • **Comité de rédaction:** Normand Comte, Diane Levasseur, Monique Tremblay, Claude Hardy, Jean-Marc Lebeau, Jean Ménard • **Membres des sous-comités Jeunes, Femmes, Église, International:** Louise Bessette, Madeleine Bousquet, Nicole Brais, Manon Brûlotte, Dominique Cyr, Marie-Hélène Deshaies, Josée Desrosiers, Sylvie Désautels, Isabelle Drolet, Ginette Duquette, Jocelyne Gamache, Louise Garnier, Molly Kane, Diane Lalancette, Sylvie Lavallée, Jacques Lauzon, Luce Pelletier, Lucie Raiche • **Abonnement:** Raymond Levac • **Maquette, montage, comptabilité:** Yolande Hébert-Azar • **Couverture et graphisme:** Anne Brissette • **Bande Dessinée:** Vivian Labrie • **Imprimerie:** Payette et Simms • **Photocomposition:** Photo-composition Tréma Inc. • **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél.: (514) 525-2513 • **Abonnement régulier:** 15\$/an, **de soutien:** 20\$/an, 28\$/2 ans, à l'étranger: 18\$/an, **commande de 6 abonnements et plus:** 12\$ chaque.

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec • Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement no 0220.

Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7 Tél.: (514) 523-5998

JEUNES ET SYNDICALISME:

LA RELÈVE SE LÈVE

ISABELLE DROLET

En 1985, année internationale de la jeunesse, les syndicats ont amorcé un rapprochement avec les jeunes afin de connaître leurs aspirations, leurs attentes, tant au niveau de l'emploi qu'au niveau du mouvement syndical. S'agissait-il, comme certains en avaient parlé à l'époque, de vœux pieux, voire de coups d'épée dans l'eau? Céline Charbonneau, recherchiste à la CSN, prétend que non. Les efforts sont loin d'avoir été inutiles. On se rend compte maintenant que c'est parti et que... ça marche! La relève prend sa place à l'intérieur d'un nouveau syndicalisme et c'est ce que désirent de plus en plus de jeunes syndiqué-e-s...

Un comité jeunes CSN?

A l'automne '84 se forme un comité sur les jeunes ayant pour tâche de dégager les grandes orientations et les revendications du mouvement, relatives à leur vé-

cu. Après plusieurs rencontres auprès d'intervenants et d'organisations de jeunes, le groupe amorce une phase de documentation et de recherche. À partir du matériel recueilli, on produira un journal — affiche intitulé «Où est notre place?», comprenant une série de propositions vi-

sant l'amélioration de la situation actuelle de la jeunesse.

Durant ces démarches, le comité s'est rendu compte du peu de données disponibles concernant les jeunes travailleurs-euses, syndiqué-e-s ou non. Afin d'établir un portrait des jeunes syndiqué-e-s CSN, ceux-ci organiseront un colloque à la fin de l'année '85. Un comité provisoire de 7 personnes est formé mais on juge bientôt pertinente l'implantation du plus grand nombre possible de comités régionaux. Quatorze conseils centraux (ou régions) sont représentés, couvrant le Québec, passant par les régions de Montréal, de la Gaspésie, de l'Abitibi ou du Lac St-Jean, de la Rive-Sud de Montréal et de Québec.

«Pas l'temps d'attendre»

Tenu les 15 et 16 novembre '85 sous le thème «Pas l'temps d'attendre», le colloque s'est avéré un succès, avec la présence de 150 jeunes syndiqué-e-s CSN ainsi que d'une trentaine de représentant-e-s des groupes jeunesse. Les participant-e-s au colloque y ont trouvé un lieu pour discuter de leurs problèmes et pour faire valoir leur point de vue sur le syndicalisme, le travail, les rapports hommes-femmes, la paix et le désarmement.

Plusieurs propositions ont été adoptées concernant ces thèmes et débattues au Congrès d'orientation de la centrale du 6 juin dernier. De plus, les résultats du questionnaire — enquête distribué dans les CEGEP de 8 régions différentes ont été rendus publics, le tout accompagné d'une présentation théâtrale du rapport du comité des jeunes.



CE QUE LES JEUNES PENSENT DES SYNDICATS

Dans l'ensemble, une forte majorité des jeunes syndiqué-e-s s'entendent sur les buts principaux de l'action syndicale, soit la promotion de la cause, des droits et de l'organisation ouvrières.

Ils approuvent aussi les types de revendications, contrairement aux étudiant-e-s qui croient, dans une proportion d'environ 65%, que les syndicats font trop de grèves et exigent de trop hauts salaires, ce qui occasionne des fermetures d'usines.

Par ailleurs, les jeunes syndiqué-e-s considèrent dans une proportion de 61% que les syndicats protègent les salarié-e-s non-productifs.

De part et d'autre, on estime qu'il vaut mieux avoir un emploi syndiqué et on est favorable au syndicalisme. Toutefois, pour 32% des syndiqué-e-

Toutefois, pour 32% des syndiqué-e-s, la place des jeunes reste à faire au sein du syndicat et cette proportion augmente à 44% chez les étudiant-e-s.

Il est important de souligner qu'une excellente connaissance syndicale se reflète chez seulement 15% des jeunes de la CSN et chez 2% des répondant-e-s du cégep.

Finalement, une petite note extraite du journal-rapport du comité des jeunes CSN: «Il y a une petite donnée que l'on vous laisse interpréter vous-mêmes. En effet, 67% des personnes ayant une excellente connaissance sont des femmes, et à l'inverse, 80% des personnes ayant démontré une mauvaise connaissance sont des hommes!»

(tiré du rapport du comité-jeunes CSN) I.D.

Quatre priorités cette année

Conjointement à la formation du comité permanent, la présentation d'un vidéo sur le travail fait jusqu'à maintenant permettra de sensibiliser les différentes instances sur les besoins et revendications des jeunes. Dans un deuxième temps, parce que des jeunes syndiqué-e-s CSN disent manquer de formation syndicale, on fera appel à des formateurs-trices pour donner des sessions relatives aux procédures, à la vie militante syndicale, etc, aux nouveaux syndiqués à Montréal et dans les régions.

La troisième étape touche les jeunes non-syndiqué-e-s et sans emploi, dans les écoles. Des professeurs seront invités à venir parler de leur métier et de la vie syndicale aux jeunes qui étudient ce métier. On prépare également des débats-midi avec des gens de la CSN, où les étudiant-e-s pourront discuter avec les «hautes instances» qui semblent parfois inaccessibles. Cela aura sûrement un effet démystificateur bénéfique... Pour organiser ces rencontres, on veut recruter des jeunes syndiqué-e-s CSN de différents secteurs. Ceci nous mène à la dernière étape du plan de travail, qui consiste à dépister des «poteaux» afin de faire des rencontres d'organisation pour le travail à accomplir l'an prochain.

La sensibilisation est omniprésente à travers ces 4 étapes de travail. Le point de vue des jeunes également. D'une part, celui des jeunes syndiqué-e-s peu au fait du fonctionnement de leurs instances et parfois apeurés par un syndicalisme «militant», coupé de la vie quotidienne. D'autre part celui des étudiant-e-s, dont les réponses au questionnaire-enquête démontrent une méconnaissance du mouvement syndical et un certain attrait pour les valeurs traditionnelles. Chez tous ou presque, les aspirations changent concernant le travail. Il n'est plus évident, par exemple, qu'on veuille s'enligner sur un job pendant 30 ans. Et on serait peut-être prêts à travailler moins d'heures si la qualité de vie s'en trouvait améliorée. Considérations nouvelles dont le mouvement syndical devra tenir compte.

FTQ: des suites d'une rencontre jeunesse

A la FTQ, il n'existe pas de comité jeunes mais on ne semble pas s'en plaindre outre mesure. Selon Normand Guimond, certaines constatations effectuées lors de la rencontre jeunesse FTQ de janvier '85 auront permis de sensibiliser les syndiqué-e-s et d'amorcer une prise de conscience: «On a besoin de sang neuf!» Cependant, on semble encore et toujours

se buter au vieux dilemme qui préconise la protection des emplois déjà existants avant de voir à l'emploi des jeunes. Bien sûr, on continue de promouvoir le plein emploi. C'était d'ailleurs le thème du dernier congrès de la FTQ, avec un regard sur la situation des jeunes et des femmes. Seulement, on ne peut oublier que ce sont toujours les jeunes qui sont d'abord congédiés quand il y a pertes d'emploi...

Par ailleurs on semble voir plus de jeunes à différents postes, sur différents comités. C'est peut-être ce qui expliquerait le besoin moins urgent d'un comité jeunes. En effet, beaucoup d'entre eux ont leur place et la prennent, entre autre au Conseil des travailleuses et travailleurs du Montréal-métropolitain (CTM). On tente de les intégrer sur les différents comités pour qu'ils fassent valoir leurs droits, par exemple la création d'emplois, revendication qui touche la majorité des jeunes.

Seulement, on se rend compte que quelques-uns se retrouvent sur plusieurs comités à la fois et qu'ils semblent débordés de travail, ce qui ramène l'ancienne image du militant surchargé, les traits tirés, déconnecté de la vie. Mais tel n'est pas le cas, car ici comme à la CSN, les jeunes refusent plus ou moins ce style de militantisme. «Si on prend beaucoup d'ouvrage c'est parce qu'on aime ça!» De plus, on trouve important d'humaniser davantage la vie militante. «Les relations d'amitié prennent de plus en plus de place et la «gang» tend à se développer. Si les structures sont difficilement accessibles, le travail à la base se fait avec une approche sociale plus connectée à la vie de tous les jours», reprend Normand Guimond. Fait remarquable, les jeunes syndiqué-es plus scolarisés s'intéressent spécialement à la dimension des luttes internationales. Ce qui amène des échanges sur les luttes ouvrières mais aussi sur les coutumes, les manières de vivre des gens d'ici et d'ailleurs.

C'est d'ores et déjà une constatation générale que les jeunes travailleuses, avec ou sans emploi, syndiqué-e-s ou non, remettent en question tant les valeurs de la vie quotidienne que celles relatives à l'emploi et au militantisme syndical. Mais il apparaît qu'ils prendront de plus en plus la parole sur ces remises en question. D'une part parce qu'on leur donne une tribune; d'autre part parce qu'ils semblent décidés à la prendre. Une relève syndicale avec des jeunes? Bien des choses sont possibles... Δ

CAMPAGNE DE DÉVELOPPEMENT ET PAIX SUR LES PHILIPPINES

DÉVELOPPEMENT ET PAIX continue cette année d'approfondir la problématique agro-alimentaire, avec le thème «Qui nourrit qui?». Comme action concrète, nous proposons d'appuyer les revendications du KMP, le principal syndicat de paysans des Philippines. Les paysans réclament une **réforme agraire** qui profiterait d'abord aux plus pauvres d'entre eux. Ils veulent aussi l'arrêt de la répression et de la militarisation des zones rurales. Nous vous invitons donc à écrire à Mme Aquino, présidente des Philippines, en reproduisant le texte suivant. S.V.P. Adresser vos lettres à: KMP-PPI, case postale 519, Quezon City 3001, Philippines, sans mentionner Mme Aquino sur l'enveloppe.

Mme la Présidente Aquino,

Je désire vous laisser savoir que j'appuie fermement le courageux effort que vous faites pour restaurer la démocratie dans votre pays.

Je m'inquiète toutefois des rapports qui font état d'une militarisation accrue des régions rurales et relatent de nombreux cas de violation des droits de l'homme. J'espère que vous pourrez y mettre un terme, car, sans cela, toute réforme agraire restera impossible.

J'espère par ailleurs que vous encouragerez la pleine participation des représentants élus des fermiers et des travailleurs agricoles à la planification et à la mise en oeuvre de cette réforme agraire. Il ne fait aucun doute qu'ils en seront les premiers bénéficiaires.

Veuillez agréer, Madame la Présidente Aquino, mes sincères salutations.

Pour plus d'information concernant la situation aux Philippines, des affiches et un audiovisuel «Nous sommes les enfants de la terre» sont disponibles à Développement et Paix, 1212 rue Panet, #301, Montréal, (Tél.: 527-2407).

Une autre réforme de l'aide sociale

La réforme de l'aide sociale envisagée actuellement par le ministre Pierre Paradis est inacceptable parce qu'elle remet en cause le droit de tout Québécois-e à recevoir une aide de l'État en cas d'insuffisance de revenu, **quelle que soit la raison de cette insuffisance**. Une cinquantaine d'organismes — sociaux et familiaux, populaires, syndicaux ou de femmes — ont fait connaître publiquement les principes sur lesquels devrait selon eux s'appuyer une réforme de l'aide sociale. Ce sont:

- le droit à un revenu minimum quelle que soit la cause du besoin;
- le droit à un emploi dans des conditions décentes et une reconnaissance de la responsabilité de l'État d'assurer un nombre suffisant d'emplois;
- une restructuration de l'aide sociale dans le respect des droits et de la dignité des prestataires;
- une réforme fiscale et une amélioration des programmes sociaux et de sécurité de revenu dans le but de renforcer la solidarité sociale, d'aider les familles avec enfants et de réduire les écarts de revenu.

Cette coalition, dont **Vie ouvrière** fait partie, demande la tenue d'une Commission parlementaire avant le dépôt du projet de loi qui modifierait l'actuel régime d'aide sociale et elle présentera, fin octobre, sa propre proposition de réforme. Un dossier à suivre...

APARTHEID MADE IN ISRAEL

En août dernier, une vingtaine de jeunes Québécois-es se rendaient en Palestine, une expérience qu'ils et elles se feront un plaisir de partager lors d'une soirée d'échange le 13 novembre prochain. Violation des droits humains, conditions de vie et résistance populaire dans les territoires occupés par Israël, positions de la gauche israélienne seront autant de thèmes abordés, de vive voix aussi bien que par le biais du diaporama que l'équipe présentera à cette occasion.

La rencontre, organisée conjointement par le CPMO, la revue **Vie ouvrière**, Développement et Paix et le Centre d'Études Arabes pour le Développement (CEAD), se tiendra **le 13 novembre**, à 19h30, au 1212 Panet, salle 100. Pour informations: 288-3412 (CEAD) ou 527-8291 (CPMO).

COLLOQUE SUR LA SURVIE DES QUARTIERS POPULAIRES

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) invite toutes les personnes intéressées à la survie des quartiers populaires à participer à un colloque qu'il organise les 6 et 7 décembre prochains. On vise à faire le point sur la situation vécue dans nos quartiers et à débattre des différentes stratégies utilisées au Québec pour assurer la survie des quartiers populaires.

Dans la première journée du colloque, sketches, vidéos et ateliers permettront de tracer collectivement le portrait de la situation dans nos quartiers. Seront abordées des questions comme la copropriété, les programmes de rénovation, le déplacement des populations, l'aménagement des quartiers. La journée du samedi se terminera par une fête.

Le dimanche sera consacré à un échange entre les participant-e-s sur nos différentes stratégies, notamment l'utilisation de recours légaux, les mobilisations populaires et le lobbying, la copropriété et le logement social comme moyens de sauvegarder nos quartiers. En après-midi, un tribunal populaire sur la rénovation clôturera le colloque. Le FRAPRU vous invite à réserver dès maintenant votre fin de semaine: **6 et 7 décembre**, 1215 Visitation, Montréal. Pour informations: 521-4648.

L'AVORTEMENT: AU DELÀ DU BIEN ET DU MAL



Poursuites judiciaires, pétitions, déclarations contradictoires: la bataille de l'avortement est bel et bien réenclenchée au Québec. D'un côté, les groupes pro-vie, et plus spécialement Coalition pour la vie-Québec. De l'autre, les forces pro-choix, regroupées dans la Coalition québécoise pour le droit à l'avortement libre et gratuit. Dans les deux camps, on s'apprête à investir le délicat — et décisif — terrain de l'opinion publique.

Un peu en marge du débat, figée dans une apparente unanimité, une Église où cohabitent, mais en silence, des points de vue diversifiés sur le sujet. Et surtout des femmes, chrétiennes par surcroît, qui ont choisi d'interrompre une grossesse ou d'accompagner d'autres femmes à l'avortement.

Recherche, entrevues et texte: MARTINE D'AMOURS et RAYMOND LEVAC

PRO-VIE:

LA GUERRE SAINTE

MARTINE D'AMOURS

Pour répondre aux tenants de l'avortement, il nous faut un seul mouvement, une seule voix qui, unanimement, défende le droit à la vie, le respect de la loi et l'alternative à l'avortement.» Ainsi s'adressait Mme Lucille Lavoie-Gordon, présidente de Coalition pour la vie-Québec, à ses membres rassemblés les 12, 13 et 14 septembre dernier pour une session de formation. Le thème: vie et politique.

Coalition pour la vie-Québec, la branche québécoise du mouvement pan-canadien Coalition pour la protection de la vie humaine, se décrit comme un mouvement d'action politique pour la vie. C'est à elle que nous devons la fermeture du service d'avortements du CLSC Ste-Thérèse en octobre dernier, les poursuites légales intentées contre le CLSC Saguenay-Nord et le médecin qui y pratique des avortements ainsi que l'injonction visant à empêcher le CLSC Le Norois, à Alma, d'offrir ce service à compter de septembre. Dans six et bientôt huit régions du Québec, ses membres diffusent de l'information, organisant notamment la projection du film «Le cri muet», qui montre l'échographie de l'avortement d'un fœtus de 12 semaines. Ils font également signer une pétition réclamant du gouvernement québécois qu'il mette fin aux avortements «illégaux» dans les CLSC et les cliniques privées, conformément à la loi canadienne. (voir encadré)

Ce matin du 13 septembre, la soixantaine de militants-e-s réunis à Québec se sont redit l'urgence de recueillir le plus grand nombre de signatures sur leur pétition. Ils en auraient 200 000 et en espèrent un million d'ici la fin octobre. En effet, sans qu'on veuille trop l'avouer, la décision prise la veille par le procureur général Herbert Marx d'abandonner les

poursuites contre le Dr Macchabée, qui pratique des avortements à Montréal, fait craindre pour l'avenir des autres poursuites. Bref, si Coalition pour la vie-Québec ne se compte pas battue au plan juridique, elle mise beaucoup sur une mobilisation de l'opinion publique qui amènerait le gouvernement à agir dans le sens qu'elle désire.

L'unité dans la diversité

Si le vœu de Mme Lavoie-Gordon se réalise, tous les mouvements Pro-vie unifieront leurs forces autour du triple objectif, tout en conservant leur caractère spécifique. Ainsi, **Respect de la vie-mouvement d'éducation** poursuivrait son travail d'information sur les conséquences néfastes des relations sexuelles prémaritales et de la contraception «dure». Selon sa présidente Mme Jeanne Demers, le mouvement compterait quelque 600 membres individuels et une dizaine d'associations membres, parmi lesquelles les Cercles de fermières, les Chevaliers de Colomb, les Filles d'Isabelle, l'Association des parents catholiques etc. **Vie Humaine Internationale**, filiale canadienne d'une organisation originaire des États-Unis et présente dans 14 pays, continuerait d'éduquer les jeunes à la chasteté avant le mariage et à l'utilisation des méthodes naturelles de planification

des naissances par la suite. Les sections régionales de **Coalition pour la vie-Québec** se consacraient à la sensibilisation du public en général et des politiciens en particulier et entreprendraient des actions au besoin. Le **Comité pour le respect de la vie**, récemment formé chez les Chevaliers de Colomb, s'attellerait pour sa part à la mise sur pied de maisons d'accueil pour les femmes aux prises avec une grossesse non-désirée. Quant à la toute nouvelle **Association des femmes exploitées par l'avortement** (AFEA), elle s'implanterait à Montréal sur le modèle des groupes américains WEBA, voués au regroupement de femmes qui se considèrent victimes de l'avortement.

Éducation, action politique, services aux femmes enceintes: quelque soit leur «spécialité», les mouvements Pro-vie partagent bon nombre de points communs, notamment une morale sexuelle stricte qui condamne d'un bloc l'avortement mais aussi la contraception artificielle, l'éducation sexuelle, les relations prémaritales, la masturbation, l'homosexualité, bref, tout ce qui dissocie plaisir sexuel et procréation. Dans un ouvrage publié par le mouvement Vivere avec la participation financière des Chevaliers de Colomb, le jésuite Lawrence Abello explique comment «toute la morale sexuelle s'enchaîne logiquement à partir du premier maillon qui est le principe voulant que la seule utilisation de la sexualité qui est objectivement ordonnée est celle qui respecte à la fois l'aspect unifiant (pour les conjoints NDLR) et l'aspect procréateur de l'acte sexuel.» (1)

L'ensemble des mouvements Pro-vie ont aussi en commun un certain nombre de thèmes-clés, comme celui du lien entre euthanasie et avortement, qu'un dé-

ÉLECTIONS À MONTREAL: UN QUITTE OU DOUBLE

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE D'AMOURS ET FRANCE LESSARD
Texte: FRANCE LESSARD

On ne peut pas se payer le luxe d'attendre encore quatre ans». Si, comme Suzanne Laferrière, chercheuse à la Clinique communautaire de Pointe St-Charles, tant de militant-e-s des groupes populaires ont décidé d'appuyer le RCM aux prochaines élections, c'est précisément en raison de l'urgence de doter Montréal d'une nouvelle administration. Dans quatre ans, il sera trop tard parce que dans quatre ans, au rythme où vont les choses, il n'est pas certain que les quartiers populaires existeront encore.

André Lavallée, ex-coordonnateur du Comité logement Rosemont, opine du chef. Le 9 novembre, il sera candidat du RCM dans le district Bourbonnière. «Il ne faudrait pas attendre d'un parti municipal qu'il révolutionne l'ensemble du Québec, affirme-t-il, mais le RCM, par son caractère pragmatique, progressiste et démocratique, peut favoriser la mise en place concrète de mesures depuis longtemps revendiquées par les groupes populaires». Des exemples, nos interlocuteurs en ont donné plusieurs: la consultation, l'accès à l'information, une gestion plus démocratique...

Consultation

Les groupes populaires n'ont présentement aucun moyen efficace de se faire entendre auprès de l'administration». André Lavallée s'appuie sur l'exemple des terrains Angus qu'il connaît bien puisque le Comité logement Rosemont en a fait son cheval de bataille depuis le début. «Eh bien, poursuit-il, en quatre ans, M. Lamarre n'a pris part à aucun débat public concernant ce dossier».

Dans cette situation comme dans bien d'autres, le RCM promet une administration qui soit un véritable interlocuteur pour la population, contrairement à l'actuelle «qui se contente d'envoyer des accusés de réception». Le parti de Jean Doré a établi, dans son programme, une série de mécanismes de consultation — assemblées publiques, référendums, bureaux de consultation, commissions permanentes — dont le but premier sera de favoriser la participation des intervenants locaux aux débats.

Information

Comme plusieurs intervenant-e-s des groupes populaires, Suzanne Laferrière revendique tout particulièrement l'accès à l'information et sa diffusion. «Nous sommes tenus à l'écart des projets de la Ville et n'avons pas de moyens d'y réagir, déclare-t-elle. Il y a une usure, un épuisement des organismes communautaires à travailler ainsi dans le noir.»

«Sous l'administration du Parti civique, les groupes étaient presque obligés de se livrer à l'espionnage pour obtenir les informations pertinentes à leur travail. Mais cette période tire à sa fin, assure André Lavallée, puisque le RCM a comme politique de rendre accessibles les rapports et études réalisés par et pour les services municipaux et le Conseil de ville. Ces documents seront déposés dans les bibliothèques publiques et disponibles à quiconque en fait la demande. On prévoit également la production d'un bulletin traitant des divers dossiers, projets, solu-

tions envisagées par l'administration municipale».

Meilleure organisation des services

Il ne faut pas sous-estimer l'apport d'une réorganisation des ressources au sein de l'administration, reprend le candidat RCM dans Bourbonnière. Actuellement, c'est toute une histoire pour obtenir un renseignement, faire une plainte ou avoir accès aux équipements, déplore-t-il.

Aussi le programme de son parti prévoit-il de substantielles améliorations à ce chapitre: nomination d'un protecteur du citoyen, apte à recevoir les plaintes, reconstitution d'un service de l'habitation qui coordonnera et exécutera les politiques en cette matière, meilleure gestion du service des parcs, sports et loisirs etc.

Selon André Lavallée, ces mesures serviront concrètement à une meilleure utilisation des équipements. «Combien de groupes ont eu besoin, à l'occasion d'une fête populaire par exemple, d'emprunter un système de son ou d'autre matériel, et ne savaient même pas qu'ils auraient pu faire une demande à la Ville?»

Démocratisation

«Montréal fonctionne comme n'importe quel petit magasin de chaussures. Si tu as un problème, c'est le boss qu'il faut aller voir. Tout le monde s'adresse donc au gérant, en l'occurrence Yvon Lamarre.» Le RCM, au contraire, cherche à démocratiser la vie municipale en décentralisant d'une part les services et d'autre part la prise de décisions.

«Dans une première étape, explique André Lavallée, on procédera à une démocratisation administrative. Plus concrètement, on valorisera la fonction de

UN S.O.S. POUR LES QUARTIERS POPULAIRES

Verrons-nous bientôt des condominiums de luxe se dresser aux abords du canal Lachine? Après plusieurs autres quartiers populaires, c'est au tour de Pointe St-Charles de voir sa population évincée au profit d'une clientèle plus fortunée. Mais dans ce cas, la Ville a mis au point tout un plan pour attirer de nouveaux résidents.

Déportation plus subtile

L'histoire n'a rien d'original. Et pourtant la stratégie actuelle, plus subtile, est difficile à cerner. «Elle est révolue l'époque où le bulldozer jetait, en l'espace de quelques jours, des centaines de personnes sur le pavé, comme ce fut le cas dans la Petite Bourgogne dans les années '60, explique Suzanne Laferrière, chercheuse à la Clinique communautaire de Pointe St-Charles. Aujourd'hui, la déportation se fait plus en douceur mais le résultat est le même: les résidents quittent le quartier.

Par ailleurs, la stratégie diffère d'un quartier à l'autre, ce qui rend le portrait d'ensemble difficile à saisir. Par exemple, dans le Plateau Mont-Royal, le changement de clientèle a semblé s'effectuer le plus «naturellement» du monde. Sous des couverts écologiques ou pour satisfaire leur goût des vieilles demeures, les étudiants d'hier ont littéralement envahi le quartier. Devenus professionnels, ils en ont fait le lieu de prédilection de la rénovation et de la co-propriété.

Dans d'autres quartiers par ailleurs, il semble que l'intervention du pouvoir municipal soit nécessaire pour attirer les mieux nantis. Ainsi, à Pointe St-

Charles, il aura fallu le plan d'aménagement, préparé par la Ville, pour inciter l'entreprise privée à investir.

«La revitalisation des quartiers et la rénovation des habitations n'est certes pas un mal en soi, remarque Suzanne Laferrière. Le problème, c'est qu'elles entraînent une hausse du coût de location, une remontée des taxes foncières et une inévitable spéculation dans des endroits jusqu'alors laissés pour compte. En outre, la Ville en profite souvent pour réorganiser le zonage, de manière à éliminer les installations industrielles démodées. Ne pouvant plus assumer les hausses de prix du logement et n'ayant plus de possibilité de travailler dans le quartier, la population traditionnelle émigre vers les extrémités de la ville où elle va recréer de nouvelles zones de pauvreté. Montréal-Nord et l'est de Montréal (près d'Hippolyte-Lafontaine) se remplissent de pauvres alors que les anciens quartiers populaires, à proximité du centre-ville, ont redoré leur blason et accueilli les populations plus aisées.»

Le discours du ghetto

Partout des groupes de pression se forment pour tenter de mettre fin à cette migration douloureuse. Dans Rosemont, on a lutté pour que les logements construits sur les terrains Angus soient accessibles à la population du quartier. Dans la Pointe, on s'apprête à présenter une contre-proposition au plan d'aménagement de la Ville et on mise sur le projet St-Charles (500 logements coopératifs). Des groupes populaires poursuivent

des objectifs similaires dans St-Edouard, Verdun, Hochelaga-Maison-neuve et Centre-sud.

À des groupes qui revendiquent que la population résidente puisse demeurer dans les quartiers, la Ville oppose le «discours du ghetto». André Lavalée explique: «La Ville nous assure qu'il est nécessaire et souhaitable que des nouveaux résidents viennent habiter le secteur afin de créer un mélange dynamique qui entraînera une amélioration générale de la qualité de vie. Le problème c'est que dans les faits, cette coexistence s'avère impossible, le faible revenu de la population d'origine ne lui permettant pas de rester dans son quartier après la revitalisation.»

Pour elle, le fait d'émigrer à l'extérieur de son quartier a des conséquences qui dépassent de beaucoup la perte du logement et de l'emploi. Comme le rappelle Suzanne Laferrière, «en quittant les quartiers populaires, la population perd tout un tissu social, un réseau de relations et les ressources développées par les groupes d'entraide et de lutte. Saupoudrés aux quatre coins de la Ville de Montréal, les pauvres se retrouvent isolés, sans beaucoup plus d'emplois et sans les moyens que s'étaient donnés les groupes populaires pour les défendre et améliorer leur qualité de vie.»

Voilà l'urgence. Selon Suzanne et André, si on n'y trouve pas de solution rapidement, Montréal aura réussi à disperser la pauvreté, à la rendre moins évidente et ce faisant, il aura signé l'arrêt de mort des quartiers populaires.

F.L.

conseiller municipal et on décentralisera les services, en créant des bureaux de quartiers chargés de desservir la population locale.»

Si cette première étape ne soulève pas de contestation, il en va autrement pour la deuxième étape, dite de «décentralisation politique», qui est l'objet de débats à l'intérieur du parti. Le programme du RCM prévoyait en effet, dans un deuxième temps, la mise sur pied de «conseils de quartiers», sortes de petites mairies qui

auraient à prendre des décisions relatives à la vie du quartier. «À l'heure actuelle, reprend Lavalée, il serait prématuré de dire exactement les formes que pourrait prendre le pouvoir exercé par les conseils de quartier. Avant d'en arriver là, il nous faut répondre à un certain nombre de questions: quels types de pouvoirs seraient conférés aux conseils de quartiers? auraient-ils à gérer une part de budget? ces gestionnaires devraient-ils être élus?»

D'ailleurs, la mise sur pied de conseils de quartier n'est pas seulement controversée au sein du RCM mais également parmi les membres des groupes populaires. «Ce qu'il faudrait nous demander en premier lieu, intervient Suzanne Laferrière, c'est si nous avons le goût, comme groupes populaires, de nous impliquer dans une structure électorale et décisionnelle. «Gérer la p'tite misère», c'est-à-dire avoir le pouvoir de choisir où et comment

(à suivre page 33)

AMIANTE: LA SURVIE DE L'INDUSTRIE PASSE PAR LA PRÉVENTION

ROBERT BOUCHARD

Les 3,000 travailleurs canadiens de l'amiante savent-ils que leur avenir s'est joué à Genève l'été dernier? Réunie au mois de juin, la Conférence internationale de l'OIT (1) a dû, en effet, trancher l'épineuse question: faut-il bannir l'amiante, le remplacer progressivement par des substances moins nocives, ou au contraire continuer de l'utiliser, en assurant des mesures strictes de protection des travailleurs? Alors qu'une majorité des gouvernements, travailleurs et employeurs représentés — dont les syndicalistes québécois et canadiens — favorisaient cette dernière option, les travailleurs américains et européens revendiquaient le bannissement.

Pour le Canada, deuxième plus gros producteur d'amiante au monde, après l'URSS, l'enjeu était de taille: la survie de l'industrie, majoritairement concentrée au Québec. Pour les représentants des travailleurs québécois et canadiens délégués à la Conférence de Genève, il s'agissait bien sûr de sauver des emplois, mais pas à n'importe quel prix, comme l'explique Robert Bouchard, directeur du service de la santé et de la sécurité du travail de la FTQ.

Sûre à condition d'être contrôlée

«Il existe différents types de fibre d'amiante. Or, nous avons acquis la conviction que la fibre chrysotile, exploitée au Canada et au Québec, peut être utilisée de manière à éliminer presque complètement les risques de maladie, amiantose et cancer du poumon. Il suffit pour cela d'adopter des mesures de prévention techniques, des méthodes et des procédés maintiennent la concentration de la fibre à

des niveaux très bas.

Nous avons constaté, par exemple, que grâce à l'application stricte et soutenue du programme de prévention (obligatoire dans le secteur des mines selon la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec), grâce également au modèle de participation des travailleurs à l'aménagement de la prévention et au contrôle sur place, la concentration moyenne de poussières d'amiante dans les lieux de travail des Mines Lac d'Amiante, à Black Lake, a été de 0,37 fibre au centimètre cube au cours des dix premiers mois de 1985. Un niveau dix fois moins élevé qu'il y a dix ans! Pour se faire une idée, disons que ce résultat n'est pas très éloigné de la norme ultra-stricte de 0,2 fibre par centimètre cube qu'envisagerait de faire légiférer l'OSHA (Occupational Safety and Health Administration), un organisme de contrôle américain.

Une étude de santé publiée en 1984 révèle qu'aux Mines Lac d'Amiante, nous



n'avons pas connu de cas de maladies telles l'amiantose ou le cancer du poumon parmi les travailleurs et travailleuses qui y sont employés depuis 25 ans et qui n'ont été exposés à la fibre d'amiante que dans cet établissement. Or, les niveaux d'exposition de 1985 sont plusieurs fois inférieurs à ceux qu'on tolérait il y a à peine 15 ans dans cette entreprise. Autrement dit, le risque de maladie est passé à zéro ou presque!

Un phénomène analogue a été constaté dans une usine suédoise d'amiante-ciment qui a fermé ses portes il y a quelques années après avoir été en exploitation pendant presque 35 ans. De telles constatations sont éloquentes et ne militent guère en faveur de l'abandon de nos jobs.

Une victoire à parachever

Au total, la Conférence de Genève a banni l'utilisation de l'amiante de type crocidolite, extraite en Afrique du Sud, et interdit l'application de l'amiante selon le procédé de flocage (par projection).

Quant à la fibre chrysotile, il a été jugé

qu'on pouvait l'exploiter et l'utiliser en sécurité à condition de la contrôler. C'est pourquoi la Conférence a adopté une Convention et une Recommandation sur la sécurité dans l'utilisation de l'amiante, comprenant des mesures de prévention, des méthodes de travail et des procédés spéciaux que tous les États signataires s'engagent à appliquer. En outre, les représentants syndicaux canadiens et québécois ont concédé que, s'il s'avérait impossible de protéger adéquatement la santé des travailleurs, des États pourraient remplacer l'amiante par une matière moins nocive.

Victoire, donc, pour la position canadienne? Certes et cela implique que les pays les plus expérimentés en termes de prévention, dont le Canada-Québec, partagent leurs acquis et leurs technologies avec les pays en voie de développement. Du côté syndical, nous avons déjà planifié des projets de coopération avec les centrales syndicales de ces pays, afin de transférer le savoir-faire syndical en matière de santé-sécurité dans l'industrie de l'amiante.

Mais cette victoire reste à parachever puisque notre conviction qu'on peut faire

une utilisation sécuritaire de l'amiante n'est pas partagée par tous et notamment par nos voisins du sud. En effet, les victimes américaines de l'amiante réclament de l'EPA (Agence américaine de protection de l'environnement) qu'elle bannisse toute utilisation et importation d'amiante. Or, 90% de l'amiante utilisé aux États-Unis provient du Canada qui, l'an dernier, y a exporté 20% de sa production, une valeur de \$55 millions.

L'Institut de l'amiante du Canada a donc pour mission de convaincre l'agence américaine et de tout autre pays qui serait tenté de l'imiter. L'une des réalités que l'EPA devrait comprendre est celle-ci: nous avons appris, au prix d'énormes sacrifices en vies humaines et de dures luttes ouvrières, à assainir l'entreprise de l'amiante. Ce serait manquer de prudence que de chercher à remplacer cette fibre par des matières chimiques tout aussi toxiques et même cancérigènes. Au total, le remplacement de l'amiante ne ferait que multiplier par dix la problématique du contrôle et la nécessité de mesures de prévention! »

(1) Organisation internationale du travail

(suite de la page 31)

redistribuer des miettes, en soulageant les gestionnaires de cette tâche ingrate, je ne suis pas certaine que ce soit un objectif à viser pour les groupes populaires».

«De toutes façons, conclut Lavallée, les conseils de quartier ne seront pas mis sur pied dès le lendemain de l'élection. Des recherches et une réflexion approfondies devront être effectuées avant que le RCM passe à l'action dans ce dossier.»

Des propositions qui correspondent aux revendications populaires

«Depuis le dépôt du plan d'aménagement de la Pointe, nous exigeons un moratoire pour nous donner le temps d'étudier le dossier. Or, poursuit Suzanne Laferrière, le RCM prévoit spécifiquement cette mesure dans son programme».

«Pour une foule d'aspects, reprend André Lavallée, la plate-forme du Sommet populaire et le programme du RCM cor-

respondent presque parfaitement. C'est particulièrement le cas dans le domaine du logement, où notre programme satisfait deux des plus vieilles revendications populaires: le maintien de la population résidente et l'établissement de logements à prix modiques. Concernant le dossier de l'emploi également, le RCM s'est engagé à soutenir les programmes d'emplois communautaires et à faire pression en ce sens auprès de l'entreprise privée et des autres paliers de gouvernements.»

Le pari du pragmatisme

Au total, chez les militant-e-s des groupes populaires, le réflexe pragmatique l'a emporté sur les considérations idéologiques. En misant sur le RCM, ils et elles appuient une réforme progressiste, concrète de l'administration municipale; ils et elles facilitent la venue d'un interlocuteur valable sur la scène municipale. Pourtant, ils n'entretiennent pas d'illusions: la marge de manoeuvre sera limitée, aussi vaudrait-il mieux ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. «Loin de moi

l'idée que les gens devraient désertier les groupes populaires au profit du RCM, explique André Lavallée. Le groupes auront toujours leur rôle de faire valoir les idées et les revendications de la population.»

Quant à Suzanne Laferrière, elle estime que l'urgence actuelle, c'est d'assurer la survie des quartiers populaires. «Le RCM permet de faire le débat et propose des mesures concrètes qui vont dans le sens de la survie. C'est un quitte ou double et il se joue maintenant». △

* Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Conseil général du RCM a précisé ses intentions relativement à la démocratisation. Dès le début de son mandat, une administration RCM mettrait en place des mesures de démocratisation administrative (ex. création de maisons de quartiers, décentralisation de certains services) et politique (ex. mise sur pied de commissions permanentes aptes à consulter la population sur différents aspects de la vie municipale). En revanche, le RCM n'entend pas modifier le statut politique de la Ville durant ce premier mandat et, en conséquence, il revise sa position sur le mode d'élection du maire et sur les conseils de quartier. En clair, cela signifie que le maire continuera d'être élu au suffrage universel (ce que le RCM avait dénoncé comme donnant beaucoup trop de pouvoir au maire) et que le projet d'implanter des conseils de quartier sera d'abord étudié sérieusement et soumis à la consultation publique. (NDLR)

EN EFFEUILLANT LA MARGUERITE

MONIQUE TREMBLAY

Quelle femme d'ici n'a pas fredonné dans son enfance la ritournelle «J'me marie, j'me marie pas, j'rentre chez les soeurs... J'me marie...»? Le jeu, réservé aux petites filles, n'avait aucune contrepartie chez les gars. La petite chanson innocente d'autrefois indique clairement les choix de vie que notre société définissait pour les femmes. Excluant le travail rémunéré et la place publique, ils étaient caractérisés par le fait de vivre avec ou sans homme. Pour cette raison, la recherche de l'homme a constitué la tâche principale des premières années de vie adulte de la majorité des québécoises pendant des générations.

Aujourd'hui pourtant, des femmes de tous les âges expriment de plus en plus ouvertement le malaise profond qu'elles vivent dans leurs relations avec les hommes et le désir de changement qui les habite. Les propos de quelques-unes ont été recueillis au cours de rencontres organisées par un centre de femmes de Montréal.

«Je ne les laisse pas installer leur brosse à dents chez moi» (Lisette)

Lisette avait dépassé la cinquantaine lorsqu'elle a appris par un téléphone anonyme que son mari avait une liaison stable depuis quelques années. Profondément humiliée de la non-confiance de son mari envers elle, elle décide de divorcer. «Ça a été très dur pour moi de réaliser que je me retrouvais seule. Je me disais que dans les bons moments que nous avons vécus ensemble lui et moi, je n'avais rien construit de solide pour moi avec lui.» Lisette apprend progressivement à vivre seule. Elle trouve un appui chaleureux auprès de ses enfants devenus adultes. Elle désire

vivre des relations affectives stimulantes avec des hommes, sans toutefois s'engager dans une vie de couple. Les hommes de 50 et 60 ans qu'elle rencontre sont peu intéressés à ce type de relations. «Depuis que j'ai appris à me donner du bon, je ne suis pas prête à laisser à un autre du pouvoir sur ma vie ni à donner sans recevoir en retour. Le problème de beaucoup de femmes de mon âge, c'est qu'on cherche un compagnon qui peut aussi être un amant, alors que les hommes veulent avant tout des mères qui sont aussi des amantes. On dirait qu'ils ont peur d'une femme de leur âge qui sait ce qu'elle veut. Ils cherchent une femme plus jeune ou moins expérimentée qu'ils pourront dominer plus facilement.»

«Je veux vivre aussi pour moi, avec lui». (Louise)

«Quand tu a divorcé Lisette, tu as pris ta vie en main, Moi je la reprends en main maintenant à 42 ans et je veux rester avec mon mari. Seulement, je change et je veux que ça change entre lui et moi. Lui n'en sens pas le besoin et il trouve difficile que je demande du changement. Et moi je trouve dur de le voir refuser des changements dans lesquels je me sentirais mieux avec lui.»

En fait, le choc pour Louise ça a été de réaliser, à 42 ans, que son mari et ses grands adolescents avaient une vie à eux à l'extérieur de la maison alors que sa vie à elle était totalement investie dans la famille. Alors elle s'est mise à fréquenter le Centre de femmes du quartier. Elle y a trouvé des appuis, des moyens pour se connaître et découvrir ce qu'elle voulait. «Pour le moment je ne souhaite pas travailler à l'extérieur. Je me sens bien à la maison, j'y crée des tas de belles choses. Seulement, je veux plus de temps pour moi et pour ça j'ai besoin que Pierre et les enfants s'occupent davantage de leurs affaires. Je veux avoir plus d'énergie pour moi, pour mes projets, parce que quand je m'occupe de tout dans la maison, je n'ai plus de force pour moi, pour savoir ce que je veux.»

Après avoir ronchonné, les adolescents l'ont appuyée. Pierre, lui, s'est trouvé confronté à la très grande ténacité de Louise qui a affirmé pendant plusieurs mois sa décision de changement et son



«Je leur donne beaucoup de place dans ma vie». (Diane)

La surprise pour Lisette, Louise et Anne ça a été d'entendre Marie-Claude et Diane, âgées de 24 et 29 ans, dire que les relations avec les hommes comportaient leur lot de difficultés. Les deux jeunes femmes se reconnaissent des acquis. Elles ont investi d'abord dans les études puis dans la recherche d'un métier. Elles sont autonomes financièrement et y tiennent.

Leurs compagnons du même âge ne remettent pas cela en question. Ils discutent avec elles du partage des tâches et le mettent en pratique de façon satisfaisante. «Ils sont encore peu nombreux les gars qui partagent vraiment les tâches ménagères et le soin des enfants. Ça va nous demander à nous les femmes d'y tenir pour qu'un plus grand nombre de gars l'acceptent.»

Les difficultés sont d'un autre ordre. «Depuis l'âge de 15 ans, je mets mes histoires d'amour au centre de ma vie et ce n'est pas le cas pour les gars. Alors quand j'aime, parce que je tiens à la relation, je fais des concessions que le gars ne fera pas, lui. Je pense qu'eux mettent en tête de leurs priorités, leur métier, leur travail, leurs amis, bref la réalisation d'eux-mêmes dans le monde des hommes. Ça, ça passe avant leur relation amoureuse ou leur vie de couple. Souvent le couple dure parce que la fille y tient pour deux. À la longue, mes relations avec les gars sont difficiles à vivre parce que quand j'investis beaucoup dans la relation, je m'attends à ce que l'autre s'implique fortement lui aussi.»

«Les gars avec lesquels on est prêtes à entrer en relation, où sont-ils?»

Cette question illustre les expériences que ces cinq femmes et bien d'autres ont en commun. D'une part elles ont pris conscience qu'elles ont plus d'énergie quand elles s'occupent d'elles-mêmes et décident pour elles-mêmes. Or elles se rendent compte que les hommes s'attendent à prendre seuls les décisions importantes concernant le couple, la famille et bien souvent leur conjointe et ce, même si l'épouse exerce un emploi rémunéré. D'autre part, elles voient que les hommes

désir de continuer avec lui la vie de couple. Il a accepté de surmonter ses résistances en allant rencontrer une thérapeute conjugale et en amorçant une démarche pour «voir ce qui se passe avec Louise».

Pour l'instant elle ignore jusqu'où Pierre et elle vont changer leur relation. Ce qui la motive et la soutient dans leur démarche c'est qu'elle se sent plus vivante et plus forte depuis «qu'elle tient à elle».

«Quand je lui dis ce que je veux en amour, il dit que je ne suis pas une femme». (Anne)

Moi à 37 ans, j'ai placé mon travail d'avocate, mon indépendance en premier. J'aime la vie que je mène, j'ai des ami-e-s. Mes relations avec les hommes prennent une place importante dans ma vie, mais pas toute la place». Le plus difficile pour Anne c'est de s'engager à long terme dans une relation amoureuse et de se risquer à faire confiance pour vrai à son partenaire. «Dans le travail et dans mes amitiés, je me sens égale aux hommes. En général, ils acceptent ça. En

amour, ils ne le prennent pas. Il y en a un qui m'a dit brutalement une fois en claquant la porte: «tu n'es pas une femme». Quand on faisait l'amour et que je lui disais ce que je voulais, il ne le préparait pas.

Quand je décide de durer dans une relation où le gars, subtilement ou non, veut mener la barque à son goût, alors je fais semblant que tout va bien. Mais je m'épuise là-dedans et je me retrouve bientôt en lavette et très insatisfaite. Je connais plusieurs hommes de ma génération pour lesquels le fait de passer en premier dans leur relation amoureuse, le fait de se faire servir par une femme est tellement naturel, va tellement de soi qu'ils ne pensent même pas que ça peut être autrement. Quand ils comprennent que tu veux quelque chose à partir de toi, que tu veux donner, prendre et recevoir et non pas servir, alors ils disent que tu n'es pas normale. Et plutôt que de risquer une relation où les deux personnes ont leur pouvoir, plusieurs se cherchent une partenaire beaucoup plus jeune, au début de la vingtaine ou encore une femme d'une autre culture. Ils pensent qu'avec elles, ça va être comme ils ont appris que ça doit être entre un homme et une femme».

réagissent envers les femmes comme si elles étaient des réservoirs inépuisables d'énergie affective, de tendresse, de patience capables de soutenir époux et enfants sans avoir besoin elles aussi d'être soutenues, appréciées, aimées. Une telle conception repose sur l'illusion que les femmes n'ont pas de besoins qui leur soient propres, qu'elles n'ont pas d'existence par elles-mêmes, pas de projets pour elles.

À partir du moment où des femmes décident de vivre en gardant de leurs énergies pour elles et en établissant des relations d'autonomie et de partage avec un conjoint et des enfants, plutôt que des relations de service, elles sortent d'un rôle établi pour elles depuis l'enfance. Dès le tout jeune âge en effet, les petits garçons et les petites filles apprennent en obéissant aux pressions et aux encouragements des adultes à se comporter de manière différente, spécialisée, exclusive.

Les problèmes causés par une telle socialisation éclatent à l'adolescence et à l'âge adulte lorsque les hommes et les femmes commencent à travailler et à vivre ensemble. D'une part les étapes même de la vie adulte les obligent à faire

preuve d'une flexibilité de comportements et d'attitudes qui débordent largement des modèles appris. D'autre part les femmes refusent de plus en plus de vivre selon une socialisation spécialisée qui définit l'homme comme le décideur et la femme comme l'exécutante. Elles choisissent plutôt de vivre entre elles et avec les hommes des rapports d'égalité dans lesquels femmes et hommes peuvent être au besoin doux ou fermes, réceptifs ou actifs, vulnérables ou forts.

Quelques pistes pour l'avenir

L'avenir des relations entre les femmes et les hommes inquiète ouvertement plusieurs femmes et, dans le secret de leur conscience, plusieurs hommes. Désireuses de vivre avec eux un rapport d'égalité dans lequel elles se considèrent et sont considérées comme des personnes humaines, des femmes disent à leur compagnon leur volonté de changement et agissent en conséquence. Dans le quotidien, cette négociation de la vie amoureuse est possible avec des hommes qui acceptent de risquer le changement parce qu'ils espèrent ainsi vivre eux-mêmes de façon

plus satisfaisante. On peut supposer que ce changement vers des relations fondées sur l'égalité va exiger de la part de l'ensemble des hommes des efforts et des énergies comparables aux énergies déployées par les femmes du Québec depuis vingt ans pour développer le sens de l'autonomie, une fierté d'elle et une capacité d'affirmation croissante.

Pour que ce changement implique à la longue un plus grand nombre d'hommes et de femmes, deux conditions s'imposent. La première suppose de la part des femmes la capacité de tenir à ce qu'elles veulent et de l'affirmer dans leurs relations personnelles autant que dans la solidarité publique, visible et organisée qu'elles tissent entre elles. La seconde suppose de la part des hommes une ouverture chaleureuse envers leurs propres souffrances individuelles, de même que l'apprentissage d'une écoute et d'un respect réels envers les femmes. En fait il s'agit que les hommes acceptent de vivre avec des femmes réelles plutôt qu'avec des images de femmes, et que les femmes acceptent de changer le quotidien avec des hommes réels qui désirent aussi le changement. △

EN BREF

DE LA TÊTE AU COEUR, REBELLE

C'est sous ce titre que la revue politique radicale **Révoltes** présente un numéro d'automne axé sur les préoccupations, interrogations et luttes de femmes. Les sujets sont diversifiés (sages-femmes, récupération des luttes féministes, avortement) et le traitement également, qui fait alterner le témoignage, l'analyse et l'entrevue. À ne pas manquer: une entrevue avec Léa Roback, une «doyenne» du militantisme, et un entretien avec une ex-prostituée. On peut se procurer **Révoltes** pour \$3,50 le numéro ou \$16,00 l'an (4 numéros) en écrivant à C.P. 973, Succ. C, Montréal, H2L 4V2.

L'AVENIR DU MOUVEMENT POPULAIRE ET COMMUNAUTAIRE

Les 16, 17 et 18 octobre, Victoriaville accueillera un important colloque sur le développement communautaire. Sous le thème «Fais-moi signe de changement», l'événement permettra d'identifier les valeurs, les acquis et les défis propres aux mouvements populaires et communautaires. Pour la première fois peut-être à si large échelle, ces questions seront débattues par près de 400 personnes provenant d'horizons différents: coops de consommation, d'habitation et de travail, organismes communautaires de services, groupes de femmes et groupes populaires. Le financement des groupes populaires et communautaires, leurs services, leurs rapports à l'État, leur intervention dans le domaine de l'économie et de l'emploi ne sont que quelques-uns des thèmes abordés durant le colloque. Tant par la variété des thèmes que par la diversité des participant-e-s, «Fais-moi signe de changement» nous donnera sûrement un excellent portrait du mouvement populaire québécois en 1986. On en reparlera dans *Vie ouvrière!*

Encore les jeudi!

Les **Jeudis de l'histoire des femmes** entament leur quatrième année avec plein de nouveaux projets. L'objectif reste le même: retrouver l'histoire trop longtemps oubliée, trop souvent tue, des femmes dans les luttes ouvrières, populaires et syndicales. Mais cette année, on variera la formule: l'équipe se propose de partir en tournée dans divers quartiers de Montréal et dans différentes villes du Québec pour présenter le vidéo «Ben sûr qu'on est folles... on veut changer le monde!!» Cette tournée culminera avec une journée-colloque, prévue le 23 avril, où toutes celles qui auront visionné le vidéo seront invitées à venir réfléchir à ce que pourrait signifier un projet de société féministe et populaire. Intéressées à organiser un Jeudi dans votre coin? Contactez Linda Denis (514-524-3561) ou Gisèle Ampleman (514-527-8291).

Par ailleurs, il y aura trois Jeudis qui se tiendront comme à l'habitude au 1205 rue Visitation à Montréal. L'un le **30 octobre**, autour du thème: **À l'heure des boubou-macoutes, que vivent les femmes?** et l'autre le **12 février**, sur la question: **La pornographie, un mal nécessaire?** À ne pas manquer!

Vidéos, livres et revue

par FRANÇOIS GLOUTNAY

Un vidéo et une revue faite par des groupes de jeunes: un outil pour les femmes qui tentent un retour au travail salarié: la grève du textile de Valleyfield racontée aux jeunes: l'organisation des gens de Hull depuis 20 ans racontée sous forme de pièce de théâtre. Tout un menu pour l'automne.

Samedi toujours

Fatigués des slogans de reprise économique que l'on claironne un peu partout? Inquiets de savoir si vous êtes les seuls au Québec à avoir de la difficulté à joindre les deux bouts? Le vidéo **Samedi toujours**, produit par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, bouscule les idées toutes faites véhiculées par les propagandistes de l'entrepreneurship à la portée de tous.

Jean et Lise, les jeunes vedettes de ce vidéo, vivent des situations bien réelles: l'aide sociale, le travail à temps partiel, les dettes, l'isolement, les projets gouvernementaux sans issue... En moins de 30 minutes, ils questionnent leur colère, se conscientisent et s'arment de courage pour oser se regrouper avec d'autres et revendiquer «le droit d'exister et d'être sur les statistiques».

Le scénario laisse transparaître la méthode privilégiée par les militants d'Action catholique: **voir** notre situation, la **juger** et **agir** pour la transformer. Mais l'approche du vidéo n'est pas intellectuelle, loin de là. Les couleurs, les effets visuels, le texte et la musique font de ce vidéo un excellent outil d'animation accessible à tous les groupes qui préconisent l'analyse sociale.



Sauf erreur, c'est la première fois qu'un mouvement québécois d'Action catholique produit un vidéo destiné au grand public. À voir le résultat, on espère que l'on tentera encore l'aventure...

Vidéo 28 minutes 26 secondes 1986
Réalisation: Richard Avery,
Centre St-Pierre
Production: Michel Dussault et J.O.C.
Nationale
Distribution: J.O.C.

En route vers un emploi

Aujourd'hui, Line étudie en mécanique d'entretien; Mariette oeuvre à titre d'agente d'information au Centre d'inspection automobile; Louise, quant à elle, est hôtesse chez un important concessionnaire d'automobiles. «J'ai même demandé une augmentation de salaire, avoue-t-elle candidement, ... et je suis sûre de l'obtenir...».

Il y a quelques mois à peine, ces trois femmes n'auraient jamais cru possible une telle orientation d'étude ou de travail...

La confiance en elles et en leurs possibilités, le courage d'affronter des employeurs éventuels, la persévérance pour poursuivre malgré les échecs, elles les ont conquises grâce à des organismes de réinsertion au marché du travail tels **L'Enjeu**, **Action-travail des femmes**, **Transition-travail** et **Travail non-traditionnel**.

Le vidéo **En route vers un emploi** constitue un document de présentation de ces organismes — entrevues avec les dirigeantes, reportages dans les ateliers, rencontres avec des participantes. Le rythme est alerte, le ton sympathique: ce vidéo peut certainement stimuler d'autres femmes à tenter un retour au travail.



L'image finale vaut la peine d'être retenue: une quinzaine de femmes participant à un de ces ateliers portent un toast à la première du groupe à avoir décroché un emploi...

Vidéo 19 minutes 35 secondes 1986
Réalisation: Jacqueline Ascah
Production: Centre St-Pierre
Distribution: Groupe Intervention Vidéo

Qui a volé la rue Principale?



Le quotidien **Le Droit**, la journée même du lancement du livre de Roger Poirier, titrait: «Un livre qui remue des cendres encore chaudes». Tout-à-fait juste! L'auteur raconte les événements douloureux qui se sont produits à Hull au cours des 20 dernières années: expropriations forcées des habitants de l'île de Hull au profit d'une rénovation urbaine improvisée, grenouillage politique de l'élite locale au détriment du mieux-être de la majorité...

Partie prenante de tous les conflits de cette région, Roger Poirier cite les noms des acteurs, relate les batailles, reconnaît les erreurs, accuse les spéculateurs et les démobilitateurs, lance des perspectives d'avenir.

Le livre **Qui a volé la rue principale?** se veut une pièce de théâtre, le drame d'une ville et de ses citoyens qui n'en peuvent plus d'être les oubliés de l'histoire, l'épopée d'hommes et de femmes qui se sont organisés malgré la peur ou les menaces.

Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir relaté ces événements: la réalité outaouaise, à bien des égards, n'est pas si étrangère que cela au sort réservé à de nombreuses villes québécoises.

Roger Poirier,
Qui a volé la rue Principale?
Montréal, Éditions Départ, 1986,
332 pages.

relations

octobre 1986 2,50\$ no 524

LE SYNODE

SUR LES
D E S

LAÏQUES

Centre St-Pierre



Sessions sur la théologie de la libération

- Les prophètes d'hier et d'aujourd'hui avec André LeBlanc, p.m.é., janvier 1987
- Découvrir les signes des temps avec Denise Robillard, janvier 1987
- Spiritualité et justice sociale avec Guy Côté, o.p., mars 1987

Centre St-Pierre
1212 Panet, Montréal H2L 2Y7
téléphone 524-3561, poste 303

UN DON AU FONDS...

POURQUOI PAS?



À la table, on s'organise sur nos propres bases.

Cette prise en charge collective par 24 organismes oeuvrant dans différents secteurs; défense de droits, service et animation, se doit d'être reconnue et maintenue.

Les groupes membres de la Table Ronde des O.V.E.P.
(Organismes Volontaires en Éducation Populaire)

UN DON AU FONDS...

PARCE QUE: Plus de 12,000 personnes de la région sont rejointes par les activités et services donnés par les groupes.

PARCE QUE: Les groupes ont une grande volonté d'autonomie visant à briser la dépendance des subventions gouvernementales.

PARCE QUE: Pour ces groupes qui travaillent depuis des années, c'est un besoin réel.

POURQUOI PAS?

Je _____
souscrits à la campagne du Fonds Populaire de Solidarité de l'Outaouais pour un montant de _____ \$.

Je désire un reçu d'impôt: oui _____ non _____

Envoyez le don à:
Fonds Populaire de Solidarité
115, rue Carillon, pièce 43
Hull, Qc J8X 2P8

Envoyer le reçu à: _____ (nom)

_____ (adresse)

Offrez-vous une magnifique RELIURE pour conserver Vie Ouvrière

Cette auto-reliure peut contenir 16 numéros (2 ans)
8.45 \$ + 1.55 \$ (poste et manutention) 10.00 \$

**Profitez-en pour compléter
votre collection**

183 — Le bénévolat des femmes
184 — Loi sur la santé-sécurité
185 — Les jeunes et leurs formes de résistance
186 — Les vacances
187 — Nos vies privées sous surveillance
188 — Le harcèlement sexuel à l'école
189 — Les médecines douces
190 — Pauvre et sans emploi

191 — Medias et cris
192 — Logement social
193 — Les téléromans
194 — Récits de vacances
195 — Pluies acides
196 — Libre-échange
197 — L'avortement

(2,50 \$ l'exemplaire. Ajouter 50¢ à chaque 5 exemplaires
pour frais de poste.)

Pour ne rien manquer, il faut s'abonner

Je désire:

_____ exemplaires des numéros suivants:

une reliure (prévoir 6 semaines d'attente)

_____ abonnement(s)

- de un an: 15 \$
- de soutien: 20 \$
- de deux ans: 28 \$
- à l'étranger: 18 \$
- 6 abonnements et plus: 12 \$ chaque

Nom: _____

Adresse: _____

_____ code postal

Revue Vie Ouvrière, 1212 Panet,
Montréal, Qc H2L 2Y7